

Déclaration commune des syndicats CGT, SNJ, FO, CFDT, UNSA, CFTC des journaux de la région Rhône-Alpes et Bourgogne

Saint-Étienne, le 4 mai 2004

Aujourd'hui, les représentants du personnel des journaux Le Progrès, Le Dauphiné Libéré, Le Journal de Saône-et-Loire, La Tribune de Saint-Étienne, Le Bien Public, réunis sur le site de Saint-Étienne déclarent :

La restructuration envisagée par la Direction de nos journaux visant à réorganiser l'ensemble de la presse écrite dans notre région nous inquiète. Elle n'aura pas seulement des conséquences dramatiques pour l'emploi dans nos entreprises mais aussi pour le pluralisme et les valeurs démocratiques véhiculés par la presse.

Nous considérons intolérable le « chantage à l'emploi » que notre direction fait subir aux salariés du groupe pour nous obliger à accepter une automatisation à outrance. Les restructurations et modernisations en cours amèneront la perte des emplois, des acquis, la précarité, la déprofessionnalisation de nos métiers et à terme, une baisse manifeste de la qualité des produits que nous proposons chaque jour à nos lecteurs.

Nous le réaffirmons : toute négociation à venir doit être fondée sur le respect des accords signés à commencer par ceux de 2002 prévoyant la modernisation industrielle des sites de Chassieu, Saint-Étienne et Veurey.

Nous exigeons que la direction respecte sa parole et sa signature, qu'elle redevienne crédible pour que les organisations syndicales puissent à nouveau prendre des engagements sociaux. Nous appelons l'ensemble des salariés du groupe à se mobiliser pour faire respecter les accords de modernisation signés et à appuyer cette exigence au travers d'actions unitaires.

Signé par les syndicats :

CGT Saint-Étienne

SNJ Le Progrès

CGT Dauphiné Libéré

SNJ Dauphiné Libéré

UFIC-LC CGT Saint-Étienne

CGT Journal de Saône-et-Loire

CGT Chassieu

CGT Le Bien Public

UNSA Le Progrès

CFDT Le Progrès

CFTC Le Progrès

FO Chassieu